



**Conseil des droits de l'homme
des Nations Unies**

**ROYAUME-UNI
Candidature 2021-2023**

*Pour les droits de
l'homme de tous,
ne laisser
personne de côté*





Le Premier ministre Boris Johnson lors de la Réception consacrée à l'Initiative du Royaume-Uni pour l'éducation des filles en août 2019



Rita French, Ambassadrice pour les droits de l'homme, rencontre des bénévoles de la Croix-Rouge internationale à Beira (Mozambique), au lendemain du cyclone de novembre 2019





Avant-propos de Lord (Tariq) Ahmad de Wimbledon, Ministre d'État aux Droits de l'homme

Je suis très heureux de présenter la candidature du Royaume-Uni à l'élection au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour le mandat de janvier 2021-décembre 2023.

Il y a soixante-quinze ans, la Charte des Nations Unies établissait les trois piliers de la mission des Nations Unies : maintenir la paix et la sécurité, promouvoir et protéger les droits de l'homme et encourager le développement. Alors que nous célébrons le 75e anniversaire des Nations Unies, le Royaume-Uni, l'un de ses membres fondateurs, reste résolument dévoué à ces principes.

Le respect des droits de l'homme s'inscrit au cœur du système international. Les États qui respectent les droits de l'homme créent les conditions qui rendent leurs sociétés plus sûres, plus prospères et mieux à même de répondre aux besoins de leurs citoyens.

Le Conseil des droits de l'homme (CDH) est une déclaration solennelle de l'engagement de la communauté internationale à s'attaquer aux problèmes actuels les plus pressants liés aux droits de l'homme et à prévenir ceux de demain. Il est confronté à des défis majeurs. Son succès dépend de notre action commune menée dans un esprit de collaboration et de partenariat pour amener

les politiques à affronter les questions difficiles et créer les conditions propices au changement.

Le Royaume-Uni a toujours été un ardent défenseur des forums des droits de l'homme des Nations Unies, et il le sera toujours. Nous soutenons entièrement le Conseil ainsi que les instruments et les mécanismes à sa disposition, et nous tâcherons de faire en sorte que le respect des droits de l'homme soit reconnu dans l'ensemble des Nations Unies comme facteur clé, non seulement de développement, mais aussi de prévention des conflits. Nous serions honorés d'exercer un nouveau mandat.

Nos engagements se fondent sur les priorités nationales et internationales du Royaume-Uni en matière de droits de l'homme. Ils s'inscrivent dans une tradition de valeurs inclusives, démocratiques, et portent sur des défis parmi les plus importants auxquels la communauté internationale est confrontée : promotion de l'égalité des sexes, et notamment participation complète, significative et effective des femmes à la vie politique, économique et sociale; défense de la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction; renforcement des valeurs démocratiques et soutien de la société civile; enfin, défense de la liberté des médias. Dans le cadre des engagements du Royaume-Uni



envers ces priorités, nous avons nommé en 2019 Rita French au nouveau poste d'Ambassadrice internationale pour les droits de l'homme.

En juillet 2019, nous avons également annoncé les plans de mise en œuvre d'un régime britannique de sanctions autonome mondial pour les droits de l'homme, qui contribuera à dissuader les graves violations et atteintes aux droits de l'homme et à en tenir les auteurs responsables partout dans le monde.

Nous nous présentons à cette élection afin d'œuvrer avec tous ceux qui défendent la sauvegarde de nos droits et libertés humains universels, afin d'améliorer la vie de tous les peuples, dans le monde entier.

Le Royaume-Uni s'engage à promouvoir une instruction de qualité pour toutes les filles pendant 12 ans et à agir pour mettre un terme aux violences à l'encontre des femmes et des filles.

Nous poursuivrons notre action pour en finir avec les violences faites aux femmes et aux filles, y compris la mutilation génitale féminine, le mariage d'enfants, le mariage précoce et le mariage forcé, ainsi que la violence sexuelle dans les conflits grâce à l'Initiative *Preventing Sexual Violence in Conflict* (PSVI). Le Royaume-Uni veillera à ce que l'angle d'attaque des violences sexuelles liées aux conflits privilégie les survivants et présentera, à l'occasion de la Conférence internationale PSVI 2020, des instruments permettant de renforcer la justice pour les survivants et de tenir les agresseurs responsables. Nous poursuivrons nos travaux pour réduire les incidences des conflits sur les femmes et les filles et pour garantir que celles-ci participent de manière significative aux efforts de prévention et de résolution des conflits, notamment en tant que médiatrices.

Il ne nous reste que dix ans pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD), aussi poursuivrons-nous nos efforts pour promouvoir les mesures permettant à toutes les filles de recevoir, d'ici 2030, une instruction de qualité pendant 12 ans, tout en nous efforçant d'atteindre l'Objectif de développement durable 4. En tant que coprésidents de la Coalition pour l'égalité des droits, nous attachons une importance particulière aux ODD et à l'engagement des Nations Unies à ne laisser personne de côté, et la pertinence des ODD constituera un thème important de la conférence sur les droits des personnes LGBT dans le monde qu'accueillera le Royaume-Uni en mai.



L'envoyée spéciale pour l'égalité des sexes, Joanna Roper, intervenant dans un débat sur l'instruction des filles lors de la conférence *Women Deliver* à Vancouver en juin 2019

Le Royaume-Uni s'engage à défendre la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction.

Le Royaume-Uni continuera d'être un leader mondial et une voix forte sur la scène internationale dans sa défense de la liberté de religion et de conviction. Nous ferons mieux connaître l'ampleur et la gravité des atteintes à la liberté de religion et de conviction, et nommerons les États qui ciblent et persécutent les personnes à cause de leur religion ou de leurs convictions. Nous ferons plein usage des mécanismes et des procédures disponibles, notamment des rencontres internationales, des Examens périodiques universels de l'ONU et autres forums internationaux pour défendre la liberté de religion et de conviction.

L'année dernière, nous avons demandé qu'il soit procédé à un examen indépendant de notre action de soutien à la liberté de religion ou de conviction, et en particulier nos efforts de soutien aux chrétiens persécutés. L'examen a formulé une série de recommandations qui décrivent ce que le Royaume-Uni pourrait faire d'autre dans ce domaine. Le Gouvernement britannique a accepté toutes ces recommandations, et des travaux ont commencé pour les mettre en œuvre de manière à apporter des changements positifs aux personnes de toutes les confessions et convictions, ainsi qu'à celles sans conviction.



Le Royaume-Uni s'engage à soutenir les valeurs démocratiques.

Le Royaume-Uni reste déterminé à promouvoir les ODD, dont l'Objectif 16 (Paix, justice et institutions efficaces), et à y contribuer. Une société civile et des médias divers, résilients et efficaces sont importants pour avoir des sociétés ouvertes et inclusives, et pour exiger des comptes des gouvernements.

Le Royaume-Uni soutiendra la participation des défenseurs des droits de l'homme et de la société civile aux activités des Nations Unies lorsque cela est approprié. Il s'attachera en outre à lutter contre les cas de représailles dans un effort plus large pour créer un environnement sûr pour les défenseurs des droits de l'homme et les représentants de la société civile. Le Royaume-Uni soutient depuis longtemps ceux qui défendent les droits de l'homme par le biais de la coopération bilatérale et en améliorant les normes à l'échelle mondiale grâce à une collaboration ciblée au sein du système multilatéral. Reconnaisant le rôle essentiel que jouent les défenseurs des droits de l'homme dans la promotion et la défense de la démocratie, nous nous emploierons, au sein du CDH, à faire en sorte qu'ils puissent s'acquitter de ce rôle. Par le biais de notre Fonds Magna Carta, nous continuons aussi à accompagner des initiatives qui défendent les valeurs démocratiques et la société civile, aidant ainsi directement les défenseurs des droits de l'homme dans leurs causes.



Le Royaume-Uni s'engage à être à l'avant-garde des efforts mondiaux de protection de la liberté des médias.

En 2019, nous avons lancé avec le Canada la Campagne mondiale pour la liberté des médias, et en juillet de la même année nous avons coorganisé la première conférence mondiale sur la liberté des médias, qui a attiré des représentants de gouvernements, de la société civile et des médias de plus de 100 pays. La conférence a vu le lancement de plusieurs initiatives, dont un fonds mondial de défense de la liberté des médias, un comité juridique indépendant et la signature d'une promesse de protéger la liberté des médias, et notamment un engagement à intervenir activement en cas de graves menaces et à aborder les enjeux à long terme. Les pays qui ont signé cette promesse ont formé une Coalition pour la liberté des médias.

En tant que membre fondateur de la Coalition pour la liberté des médias, le Royaume-Uni poursuivra sa coopération avec d'autres gouvernements pour promouvoir des médias libres et créer un environnement sûr et favorable qui protège les journalistes et les travailleurs des médias de tout danger (ODD 16.10). Le soutien du droit à la liberté d'expression, qui est fondamental pour la promotion et la protection de l'éventail complet des droits de l'homme, constitue un élément essentiel de l'action du Royaume-Uni en matière de droits de l'homme. En tant que membre du CDH, nous défendrons et, dans la mesure du possible, promouvoir le droit à la liberté d'expression face à la montée des défis mondiaux.



Le Ministre britannique des Affaires étrangères, Dominic Raab, en discussion avec Baronne Kennedy et l'envoyée spéciale pour la liberté des médias, Amal Clooney

Conseil des droits de l'homme des Nations Unies
ROYAUME-UNI
Candidature 2021-2023